

S E C F

Société des Experts Chimiste de France

N° 991

2ème Semestre 2019

ISSN 0242C6110

ANNALES DES

FALSIFICATIONS,

DE L'EXPERTISE

CHIMIQUE & TOXICOLOGIQUE

Recueil d'études et de recherches analytiques, de législation et jurisprudence, appliquées à l'expertise chimique et toxicologique.

L'agriculture française : un secteur d'activité en grande difficulté, des acteurs en très grande souffrance.

Brigitte LAQUIEZE, Professeur de l'enseignement supérieur agronomique en Sciences humaines et sociales (ER), directrice honoraire de l'École nationale Supérieure de formation de l'enseignement agricole (ENSFEA), Membre titulaire de l'Académie d'agriculture de France. Section sciences humaines et sociales. Thématique Science et société.
Contact : blaquieze@orange.fr

Résumé

Très longtemps considérée, à juste titre, comme un des fleurons de l'économie française, l'agriculture française fait aujourd'hui l'objet d'attaques constantes et virulentes d'ONG écologistes et d'une partie de l'opinion publique, essentiellement citadine, qui rejette un modèle dit « productiviste », dépendant de « l'agrobusiness » et trop peu soucieux de l'environnement. Le secteur agricole, déjà fragilisé par la diminution drastique de sa représentation dans la société nationale risque désormais, tout simplement, de disparaître. L'absence de prise en compte de la concurrence internationale, la revendication d'une transition écologique immédiate sans alternatives tenables, l'« agribashing » permanent, le refus sans nuance des apports de la chimie ou des nouvelles biotechnologies menacent à court terme notre autonomie alimentaire. Cela peut, paradoxalement, rendre la France très vite dépendante d'importations de qualité non garantie, de produits brevetés par d'autres pays ou de la mainmise sur des terrains agricoles par des firmes multinationales alors que les agriculteurs français ont des connaissances et des savoir-faire reconnus dans le monde entier et qu'ils sont les acteurs indispensables d'une transition raisonnée.

Mots clés : Production agricole, Agribashing, transition écologique, autonomie alimentaire

Abstract

French agriculture has long been regarded as a flagship of the country's economy. It is now the subject of constant and virulent attacks by environmental organizations and a part of public opinion, mainly urban, which rejects a so-called productionist model too dependent on agribusiness and too little environmentally conscious. The agricultural sector, already weakened by the drastic decline in its representation in national society, is now in danger of simply disappearing. The lack of consideration of international economic competition, the demand for an immediate ecological transition without sustainable alternatives, the permanent agribashing, the distrust of the contributions of chemistry or new biotechnology weaken our food autonomy in the short term and can, paradoxically, make France very quickly dependent on unsecured quality imports, products patented by other countries or control over the land by multinational companies, while French farmers have world-renowned knowledge and know-how and will be the indispensable participants in a reasoned transition.

Key-words : Agricultural production, Agribashing, ecological transition, food autonomy.

Introduction

Touché par une succession de crises diverses, sanitaires ou économiques, soumis à une forte concurrence internationale, confronté à des évolutions sociétales rapides et radicales, le modèle de production agricole français qui a fait ses preuves pendant des décennies est

aujourd'hui fortement contesté. Les exploitants ne se retrouvent plus dans l'image que la société leur renvoie malgré leurs efforts constants d'adaptation.

Une situation inédite

1 - Rapide état des lieux

Quelques chiffres inquiétants traduisent la situation et tout d'abord ceux de l'évolution démographique de la population agricole et rurale. En 1700, 83% de la population était rurale dans une France qui comptait 18,2 millions d'habitants, il n'y en avait plus que 70% en 1901, et 35% en 1968.

En 1700 toujours, la part d'agriculteurs dans la population totale était de 67%, de 42% en 1901 et de 15% en 1968. [1]

En 2018, la part de la population vivant en zone rurale est tombée à moins de 20%. Elle est en diminution constante. Désormais ce sont donc 80,44% de citoyens qui déterminent les modes de vie, qui imposent, consciemment ou non, les représentations de ce que doit être la société, le rapport à l'alimentation, le rapport à l'animal, le rapport à la nature. Même en zones rurales les mairies qui étaient souvent tenues par des professionnels de l'agriculture sont passées aux mains de jeunes retraités urbains, ou d'autres professionnels, professions libérales, enseignants ... Les agriculteurs ne sont plus « représentés » au sens propre et au sens figuré.

En 2018 également, la part des agriculteurs dans la population active en France ne représente plus que de 1,8 %. Ce pourcentage était inimaginable à la fin du XX^{ème} siècle.

Ne subsistent aujourd'hui que 448 500 exploitations conduites par 885 000 exploitants (chefs d'exploitations, conjoints, salariés) [2]. Les 41600 exploitations en « bio » sont, elles, en constante augmentation mais ne représentent encore que 7,5% de la surface agricole utile française et environ 5% de la production avec de grandes disparités régionales. Elles concernent essentiellement des régions de petites exploitations en fruits et légumes, élevage viande, lait et viticulture. Contrairement à certaines images, ce sont les distributeurs des Grandes et Moyennes Surfaces qui profitent le plus du développement de la production bio notamment, paradoxalement, avec des produits transformés.

Le nombre total d'exploitations traditionnelles, pour sa part, est en baisse constante et la moyenne d'âge des exploitants est de 51 ans. En 2010 déjà, deux tiers des agriculteurs de 55 ans ne savaient déjà pas qui allait leur succéder. Beaucoup d'agriculteurs restent célibataires et ceux qui ont fondé une famille voient leurs enfants refuser de prendre la succession d'une activité perçue comme trop contraignante et peu rémunératrice.

Les agriculteurs français ont, en effet, en moyenne, de faibles revenus. Selon les chiffres du Ministère de l'agriculture, le revenu courant avant impôt (RCAI) était de 18300 euros/an en moyenne en 2016 avec de fortes disparités. Ce RCAI a augmenté de manière significative en 2018 et atteint 30360 euros mais 14% des exploitations affichaient cependant un RCAI négatif. Ces chiffres tiennent compte des subventions versées à 90% des exploitants et sans lesquelles ce sont 50% des exploitations françaises qui afficheraient un RCAI négatif.⁴

Ces faibles revenus, une image dégradée du métier, une baisse de la considération, une réglementation toujours plus contraignante n'incitent pas les jeunes à prendre la succession. Nous assistons peut-être à ce que le sociologue François Purseigle appelle « la fin d'un monde ». [3]

⁴ La France est le premier pays à bénéficier en Europe des subventions de la PAC, très loin devant l'Allemagne et l'Italie. De 2015 à 2020 le France a reçu 9,1 milliards d'euros pour soutenir les exploitants dans l'adoption de bonnes pratiques agricoles et environnementales

2 - Et pourtant l'agriculture est un secteur capital pour notre économie et notre autonomie

Malgré ses difficultés, l'agriculture française est depuis de nombreuses années un pilier indispensable de l'économie de notre pays et pèse de façon considérable, derrière le secteur des transports mais devant l'industrie du luxe, dans une balance commerciale globalement déficitaire. Longtemps la France a été premier producteur européen dans une Union Européenne qui était elle-même la première puissance agricole mondiale⁵. Sa position dans le marché mondial s'est détériorée au fil des dix dernières années. [3]

La valeur de la production agricole française est de 70,7 milliards d'euros en 2018 (78,8 avec les services). En 2016, elle avait généré 6,1 milliards d'euros d'excédent commercial agroalimentaire (produits bruts et transformés). Les vins et spiritueux représentent la part la plus importante des produits d'exportation, autour de 30% des produits agroalimentaires mais c'est un secteur désormais très concurrencé par l'Espagne et l'Italie.

Le secteur agricole et agroalimentaire, très important pour notre balance commerciale et, encore plus dans l'avenir, pour notre autonomie alimentaire, est menacé aujourd'hui, d'une perte « historique » de compétitivité internationale.[4] Bien que la balance commerciale des produits français demeure dans le monde encore globalement excédentaire, cette balance commerciale agricole et agroalimentaire a été déficitaire, en 2018, pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, avec les pays européens, en raison, notamment pour l'élevage et les céréales, de la montée en puissance des pays de l'est (Pologne, Hongrie, Russie). Selon une étude de l'économiste Vincent Chatellier de l'INRA, la France a exporté en Europe en 2018 pour 38,1 milliards d'euros de produits agricoles et agroalimentaires. Elle en a importé dans le même temps pour 38,4 milliards.

La sécurité alimentaire devient, dans tous les pays du monde, en raison de la croissance démographique, du risque climatique, des incertitudes liées aux conflits politico-militaires, une préoccupation primordiale. Les charges inférieures dans certains pays, liées à des conditions de travail moins favorables et à des rémunérations plus basses créent des distorsions de concurrence qui leur permettent de proposer des prix plus attractifs et rendent la compétition très vive.

3 - Une évolution des représentations sociales : une société de citoyens qui ne se reconnaît plus aujourd'hui dans la ruralité

L'opinion publique s'est peu à peu, sans en avoir conscience, coupée complètement de son agriculture et de ses agriculteurs. L'urbanisation croissante, a engendré en deux générations, une déconnexion radicale et désastreuse des villes et des campagnes.

Plus de cousin chez qui faire les vendanges, plus d'oncle chez qui aller faire des moissons de plus en plus mécanisées, moins festives que celles d'antan reléguées dans le folklore du siècle dernier à partir dans les années 60 ! Les citoyens qui vont s'installer à la campagne ne supportent plus les « nuisances » de la vie rurale : l'odeur des élevages, le tintement des cloches des vaches, le chant du coq, le bruit des tracteurs et, bien sûr, le traitement des cultures.

Le philosophe Michel Serres avait souligné, très justement, qu'en 2000 un événement considérable pour l'humanité était passé totalement inaperçu de tous: la population rurale dans le monde venait de passer au-dessous de 50%.

⁵ Il n'est pas toujours facile de se repérer dans les statistiques agricoles et agroalimentaires mondiales. Les volumes de production sont assez bien connus mais varient considérablement d'une année sur l'autre, d'un produit à l'autre, de la prise en compte dans les statistiques des produits bruts et/ou transformés. Les USA, par exemple, ont la production la plus forte sur le plan mondial mais des rendements faibles au regard des surfaces, du nombre d'exploitants, des modes d'exploitation et, en conséquence une balance commerciale déficitaire.

Cette opinion publique urbaine, très sensible aux arguments écologistes, se montre hostile au modèle de développement traditionnel et aspire à de nouvelles pratiques.

Les exploitants se sentent en proie à ce qu'on appelle un «agribashing» permanent dans les médias, par les ONG et les partis écologistes et par certains citoyens qui en partagent les idées et n'hésitent plus à passer de la menace à l'action violente. L'activité de production est décriée, comme polluante. Les agriculteurs, les éleveurs sont agressés, traités d'empoisonneurs, d'assassins ou de bourreaux, de destructeurs des milieux naturels.

Le rejet du secteur « primaire » par une partie de la société est très récent. Ce secteur est accusé d'être «productiviste» en quelques décennies, inféodé à la fois en amont à l'agro-industrie (fabricants d'herbicides, insecticides, fongicides et fournisseurs d'engrais, semenciers et machinisme agricole), et en aval à l'industrie agroalimentaire, supposée sans scrupule et pourvoyeuse de malbouffe. Le modèle de développement qui a prévalu pendant les cinquante dernières années est, non sans quelques raisons, fortement remis en question. [5]

4 - Une nature méconnue et idéalisée

Le citoyen perçoit désormais, la campagne comme un lieu à vocation de loisirs et de ressourcement, où l'habitat est calme et bon marché, mais plus comme un lieu d'activité productive, rémunératrice pour une population active qui y vit ou pourvoyeuse de nourriture pour la population urbaine qui en vit.

Les courants écologistes véhiculent une image idyllique de la nature, un « artefact », vierge de toute activité lucrative, sorte de paradis terrestre à retrouver, à reconquérir contre ceux qui le mettent en « valeur », les exploitants. La campagne est perçue comme un « bien commun » où toute « exploitation » est perçue comme nocive, comme l'est, aujourd'hui, pour certains, toute intervention de l'homme sur le milieu naturel.

Quelques « crises » alimentaires relevant de causes très diverses : pandémies (vache folle, grippe aviaire, peste porcine), de fraudes comme celle de l'entreprise Spanghero ou du lait chinois ont accentué l'attention portée à l'alimentation et induit des changements de comportements, le plus radical étant le véganisme qui touche beaucoup les plus jeunes (notamment les jeunes filles au travers des réseaux sociaux) et fait rejeter la consommation de tous produits issus du monde animal. Dans l'esprit du public, l'animal de compagnie s'est substitué à l'animal de rente.

Le rejet des firmes et de l'agrobusiness, mais aussi une méfiance envers la technologie, la science, ce qu'on appelait le « progrès »

La détestation sans nuance des puissantes firmes du secteur agroindustriel et semencier (Monsanto, Dow Chemical, Bayer, Syngenta et grandes coopératives comme Lactalis ou Limagrain et autres multinationales), suspectes de n'être intéressées que par des profits toujours plus importants a contribué à un rejet global.

L'opinion publique semble aussi devenue rétive, ou tout au moins méfiante, envers tout progrès technologique et semble prête à « jeter le bébé avec l'eau du bain ».

Ces positions obèrent, notamment, de manière très préjudiciable, une réflexion sereine sur le développement des nouvelles biotechnologies et empêchent le public de voir que ces technologies de pointe, qui se développent très rapidement dans de très nombreux pays constituent moins un problème, à condition d'être contrôlées, qu'une partie très importante de la solution. La génomique permet en effet, dès aujourd'hui, dans de nombreux cas de lutter contre des « pestes » sans recours aux pesticides chimiques, aux insecticides, aux fongicides. Les nouvelles biotechnologies sont beaucoup plus ciblées, rapides et moins onéreuses que les premières techniques « OGM ». Se priver, pour des raisons idéologiques de ces outils risque accentuer la distorsion de concurrence et paradoxalement favorise les

pays et les multinationales qui profitent de l'attentisme et de la frilosité de la majorité des pays européens pour déposer de très nombreux brevets et attirer aussi les jeunes chercheurs.[6]

5 - Les agriculteurs : seuls acteurs pertinents des changements nécessaires

Les agriculteurs sont plus conscients que toute autre catégorie de la population de l'urgence de modifier des pratiques. Ils sont, en effet, les premiers concernés par les problèmes de santé potentiellement liés aux produits qu'ils utilisent ; ce sont les premiers témoins de la perte de biodiversité, les plus vulnérables au changement climatique. C'est un secteur professionnel qui s'est déjà adapté de nombreuses fois, qui s'est approprié les connaissances scientifiques, qui a introduit dans son quotidien des techniques d'avant-garde (les applications numériques pour la gestion des exploitations mais aussi pour la connaissance des sols, l'agriculture de précision, pour la limitation des intrants, pour l'adaptation des semences, GPS, drone, le bio-contrôle⁶ pour la protection des végétaux etc.).

Ils ont aujourd'hui la volonté d'évoluer à condition qu'on leur offre des solutions scientifiques, des alternatives techniques qui leur permettent de continuer à vivre de leur activité.

Dans de très nombreux reportages qui mettent l'accent sur le caractère polluant de l'agriculture et la nécessité de changer de modèle sont oubliées régulièrement deux disciplines : l'Histoire et l'Economie. On y donne le sentiment que si les agriculteurs ont utilisé des engrais et autres intrants après la guerre c'était simplement par appât du gain ou pour faire plaisir aux « monstres » de l'agrobusiness. On oublie les notions de pénurie, qui pourraient se rappeler bientôt à nos mémoires, on oublie la croissance démographique, on oublie la richesse que les exportations a assuré à la France, première puissance agricole et agroalimentaire mondiale pendant des décennies.

Sont occultées aussi les conséquences économiques d'un changement de modèle pour les exploitants, pour les consommateurs, pour les contribuables. Il a une volonté éthique très louable à ne pas importer des produits de basse qualité, plantés, récoltés, emballés par des personnels sous-payés dans quelque partie du monde. Reste simplement à accepter d'en payer le prix ! Et ce ne sont pas nos exploitants, pour certains au bord de la faillite, qui peuvent le faire aujourd'hui.

Des alternatives sont possibles aux pratiques actuelles mais elles auront un coût important et un changement de pratiques de consommation nécessaire auxquelles il n'est pas certain que la société soit prête.

On peut se passer d'herbicides au prix d'une baisse de rentabilité, de pesticides (insecticides, fongicides ...) au risque de développement de ravageurs des cultures ou de pandémies redoutables, d'engrais au risque de pertes drastiques en rendements.

S'il apparaît à tous souhaitable de diminuer leur usage, l'opération aura un coût que le consommateur n'est probablement pas totalement prêt à assumer et qu'il n'est pas très facile de chiffrer. L'agriculture durable, ou l'extension des cultures « bio » auquel tout le monde aspire aura des conséquences sur la production de CO₂, par la nécessaire augmentation des surfaces cultivées pour produire des quantités équivalentes. De nouvelles connaissances, des expérimentations sont indispensables. L'agro-écologie est interdisciplinaire. Elle implique une approche systémique pour réussir une agriculture plus respectueuse des écosystèmes. Elle suppose de dépasser les conflits d'intérêt ou d'usage, elle exige une écoute entre les différents acteurs, des politiques cohérentes dans la durée, le refus de solutions simplistes inadaptées à des problèmes extrêmement complexes.

⁶ Sous le terme de bio-contrôle on entend l'utilisation de méthodes de protection des végétaux qui s'appuient sur des mécanismes naturels et l'observation des effets des interactions entre espèces dans le milieu naturel

Conclusion

L'agriculture, on en parle de manière sporadique, lorsque les agriculteurs excédés « montent » à Paris avec leurs tracteurs, ou lorsqu'ils font des opérations spectaculaires comme en 2010 transformant, avec leurs animaux et des tonnes d'herbe, les Champs Elysées en vaste prairie d'1,2 km en 2010, rappelant ainsi la Grande Moisson d'un hectare et demi de blé qui avait enchanté, vingt ans plus tôt, le 24 juin 1990, les mêmes Champs Elysées.

On en parle également, une fois par an, pendant le Salon International de l'Agriculture qui se tient chaque année lors de la dernière semaine de février. Le Président de la République, ses ministres, les représentants des différents partis politiques y font une visite dont les médias mesurent avec attention la durée, les citoyens viennent montrer aux enfants les animaux de la ferme ou l'éclosion des œufs. Parfois l'ambiance est à la grogne, parfois à la déprime mais, le plus souvent, c'est le caractère convivial et bon enfant qui prévaut, mais on y voit aussi la technicité, la recherche de solutions innovantes, la formation permanente, la connexion avec la recherche scientifique, la volonté de progresser. Dans un climat général parfois délétère, s'y expriment aussi d'étonnantes formes d'optimisme, d'amour du métier, de connaissances et de compétences. [7]

Références

[1] Recensements population française (répartition par sexe, âge, activités ...) effectués aujourd'hui par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

[2] AGRESTE Statistiques de Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

[3] PURSEIGLE F., NGUYEN G., BLANC P., *Le nouveau capitalisme agricole : de la ferme à la firme.*, Presse de Sciences Po, 2017

[4] Rapport du Sénat – 10 Juillet 2019 – Alerte sur la perte de compétitivité de la France concernant les produits agroalimentaires. Baisse des exportations et hausse des importations et peu de contrôle sur les produits importés.

[5] BRUNEL S., *Plaidoyer pour nos agriculteurs, il faudra demain nourrir le monde*, , Buchet/Chastel, 2017

[6] *Au-delà des OGM*, ouvrage collectif codirigé par Catherine Regnault-Roger, Louis-Marie Houdebine et Agnès Ricroch, Presses des Mines, 2018

Cf. préface Jean-Claude Pernollet, et chapitre introductif de Brigitte Laquière sur science et société « *Les malheurs de Sophie* »

[7] Cf. Colloque sur « L'état de l'agriculture française » organisé le 13 février 2018 par l'Académie d'agriculture de France. Vidéos accessibles sur le site de l'AAF <https://www.academie-agriculture.fr>

Compte tenu du grand intérêt suscité par ce colloque, il a été décidé d'en programmer un sur le même thème en février 2020, puis chaque année suivante.

Les membres de l'Académie d'agriculture de France, ainsi que ses correspondants étrangers, issus de différentes disciplines réparties en 10 sections, publient chaque année de très nombreux articles et ouvrages scientifiques qu'il est impossible de répertorier ici.

L'AAF publie une revue et diffuse également des avis et les points de vue de ses membres sur les thèmes d'actualité ou les sujets de controverses, parfois en accord avec les autres Académies (notamment des Sciences, des Technologies, de Médecine et de Pharmacie).

Tous ces documents, ainsi que des fiches et articles de synthèse et toutes les interventions des invités aux séances des mercredis après-midis, ouvertes à tous, sont disponibles sur le site <https://www.academie-agriculture.fr>